

Au : Conseil d'administration de la *William & Flora Foundation* ¹

De : Larry Kramer

Objet : **Au-delà du néolibéralisme : repenser l'économie politique**

[Traduction de [Beyond Neoliberalism: Rethinking Political Economy](#), 26 avril 2018]

Nous avons lancé l'initiative Madison afin de lutter contre le dysfonctionnement démocratique, que nous avons abordé à l'aide d'une stratégie axée sur la **pratique de la politique**, en recherchant des leviers permettant de réduire ou d'atténuer le tribalisme qui empêche nos élus de travailler efficacement ensemble. L'élection inattendue de Donald Trump — une réprimande des électeurs à l'égard de l'establishment de droite et de gauche, à la suite d'une campagne particulièrement virulente marquée par le nouveau spectre de la désinformation numérique — nous a amenés à réévaluer notre analyse. Ce processus, qui s'est déroulé tout au long de l'année 2017, a largement corroboré notre diagnostic initial concernant l'effritement des institutions démocratiques clés dans un contexte de polarisation politique. Mais il a également mis en évidence certains angles morts. Nous y remédions aujourd'hui avec deux propositions connexes de nouveau financement.

La première proposition, qui vise à apporter un ajout modeste mais important à l'initiative Madison, est présentée dans un mémorandum séparé. Elle se concentre sur **l'information**, ou plus précisément sur la manière dont les citoyens sont mal informés sur la politique via Internet et les réseaux sociaux. Il existe des raisons impérieuses d'intégrer la question de la désinformation numérique dans l'initiative Madison : la propagande et la désinformation sont utilisées pour attiser les émotions des électeurs d'une manière qui menace l'idée même de communauté politique et rend plus difficile l'action du gouvernement. Tout aussi important, les progrès que nous accomplissons pour réparer la politique seront vains si les citoyens sont induits en erreur sur ce qui a été fait et trompés sur son efficacité.

Cependant, trouver des moyens de résoudre les problèmes sociétaux ne consiste pas uniquement à réformer la pratique politique ou à garantir que les citoyens reçoivent des informations fiables.

¹ Ces documents ont été préparés dans le cadre du processus de planification interne de la Fondation Hewlett et ont été légèrement modifiés pour plus de clarté. Ils ne représentent pas des mesures à prendre par le personnel de la fondation ou par le personnel des bénéficiaires sous la direction de la fondation. En particulier, bien que certains indicateurs de progrès, objectifs ou mesures puissent refléter l'adoption de lois (sur la base des contributions des bénéficiaires et des experts dans le domaine), la Fondation Hewlett ne fait pas de lobbying et n'affecte pas ses fonds à des activités de lobbying interdites, telles que définies dans les lois fiscales fédérales. Le financement de la fondation pour les travaux politiques se limite aux formes de soutien autorisées, telles que les subventions de fonctionnement général que les bénéficiaires peuvent allouer à leur discrétion et les subventions de soutien à des projets pour des activités non liées au lobbying (par exemple, l'éducation publique et la recherche non partisane).

Il s'agit également d'une question d'**idées** : il faut trouver des solutions plausibles qui puissent faire l'objet d'un consensus et être acceptées par le public. Malheureusement, le paradigme intellectuel dominant actuel, qualifié de « néolibéralisme », n'est plus à la hauteur de la tâche. Même si cette orthodoxie du libre marché convenait parfaitement à la fin du XXe siècle, lorsqu'elle a été largement acceptée, elle s'est avérée incapable d'apporter des réponses satisfaisantes à des problèmes tels que les inégalités de richesse, la stagnation des salaires, les bouleversements économiques dus à la mondialisation et la perte d'emplois et de sécurité économique due à la technologie et à l'automatisation. Pire encore, elle est devenue l'un des principaux terrains d'affrontement entre les partis politiques.

Pourtant, les conditions sont réunies pour l'émergence d'un nouveau paradigme intellectuel, d'une nouvelle façon d'appréhender l'économie politique et les termes d'un nouveau contrat social pour le XXIe siècle. Contribuer à développer et à diffuser ces idées est une tâche qui convient parfaitement à la philanthropie, et à laquelle la Fondation Hewlett est bien placée pour participer. Notre deuxième demande concerne un financement modeste pour explorer cette possibilité, plus précisément 10 millions de dollars provenant des fonds non alloués de la fondation pour 2018, à dépenser sur deux ans.

La discussion ci-dessous explique le raisonnement qui sous-tend cette demande. Les parties I à III retracent comment le paradigme néolibéral actuel est devenu dominant, notamment le rôle central joué par la philanthropie dans son essor. La partie IV tire les leçons de cette histoire pour expliquer pourquoi les conditions semblent actuellement favorables au remplacement du néolibéralisme par un modèle mieux adapté aux circonstances et aux problèmes actuels. La partie V aborde ensuite la manière dont la philanthropie peut contribuer à mettre en œuvre un tel changement.

La discussion qui suit est un peu plus longue et détaillée que d'habitude, surtout les parties I à III sur l'histoire. Mais je pense qu'elle donne des infos essentielles pour comprendre comment un effort dans ce sens peut réussir et à quel point il pourrait être important. Remplacer le néolibéralisme, même si c'est difficile, est sans doute le moyen le plus efficace pour faire avancer plein de choses.

I. Introduction.

Imaginez que nous sommes en 1945 et que vous discutez avec le jeune Milton Friedman. Il a déjà des idées complexes et sophistiquées sur l'économie politique, mais celles-ci peuvent être résumées en trois propositions relativement simples :

- Premièrement, la société est composée d'individus rationnels qui cherchent à maximiser leur propre utilité. Les préceptes corollaires suivants sont essentiels à cette conception : il n'existe pas de « société », mais seulement des individus atomisés qui la composent ; ces individus agissent de manière rationnelle pour servir leurs propres intérêts ; la

concurrence est donc le principal moteur des affaires humaines. La conception de Friedman est plus que descriptive. Elle est également normative : pour lui, le droit des individus à entrer librement en concurrence pour maximiser leur propre bien-être est la définition même de la « liberté ».

- Deuxièmement, la mesure du succès d'une nation consiste en la richesse, comprise au sens large comme incluant toutes les formes d'utilité auxquelles ses membres individuels accordent de la valeur. Plus une nation produit de richesse, telle que reflétée par des mesures comme le PIB, plus elle peut être considérée comme prospère.
- Troisièmement, il découle des deux premières propositions que le rôle approprié du gouvernement est d'établir et de protéger les marchés libres. Ces marchés constituent le meilleur moyen possible pour des individus rationnels et égoïstes de maximiser la richesse globale.

Friedman n'était pas un libertarien ou un anarchiste strict. Il pensait que le gouvernement avait un rôle positif à jouer au-delà du simple maintien de l'ordre, notamment en établissant et en protégeant les conditions nécessaires à l'épanouissement des marchés libres. Ce que cela signifiait pour lui a évolué au fil du temps. À certains moments de sa longue carrière, cela incluait des lois antitrust robustes et des obligations positives de fournir certains types de biens publics (comme l'éducation) ; à d'autres moments, il semblait préférer limiter le gouvernement à ne faire que ce qui était nécessaire au bon fonctionnement des marchés, comme les tribunaux et le droit des contrats. Il avait également d'autres raisons de privilégier les marchés, comme la conviction que le mécanisme de fixation des prix par le marché était le moyen le plus efficace de compiler et d'agréger les informations sur les préférences des gens, et donc la mesure la plus fidèle de la valeur. Mais l'essence de sa philosophie économique était que le meilleur moyen de garantir la liberté et la prospérité était de limiter le rôle du gouvernement à la facilitation du libre marché.

Bien sûr, en 1945, Milton Friedman et le petit groupe d'économistes qui partageaient ses idées étaient considérés comme farfelus, des marginaux déconnectés de la réalité et des leçons tirées de l'expérience concrète. À l'époque, il existait un consensus écrasant selon lequel John Maynard Keynes avait trouvé la meilleure approche : l'intervention du gouvernement sur les marchés, par le biais de la politique monétaire des banques centrales et de la politique budgétaire du gouvernement, afin d'atténuer l'instabilité des marchés causée par les fluctuations de la demande. La nécessité d'une économie de marché régulée était la leçon tirée de la Grande Dépression, une leçon largement partagée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du domaine de l'économie, par les libéraux comme par les conservateurs. Les désaccords entre la gauche et la droite persistaient quant au moment et à la manière dont le gouvernement devait intervenir. Mais de 1945 au début des années 1970, un large consensus s'est dégagé autour de l'idée d'une économie « mixte » dans laquelle le gouvernement jouait un rôle réglementaire essentiel, et les conflits idéologiques se sont déroulés dans ce cadre global et commun. C'est ainsi que le président républicain Richard Nixon a déclaré en 1971 que tout le monde était « désormais keynésien en économie ».

Avance rapide jusqu'en 1985. Milton Friedman est toujours là et ses idées n'ont pas beaucoup changé, sauf qu'elles constituent désormais le courant dominant autour duquel il existe un large consensus. Les libéraux et les conservateurs s'accordent désormais sur la primauté des marchés et la nécessité de s'appuyer sur eux en premier lieu chaque fois que cela est possible. Comme à l'apogée de Keynes, les désaccords entre la gauche et la droite persistent, principalement en raison de la plus grande disposition des libéraux à repérer les défaillances du marché qui justifient l'intervention du gouvernement. Mais les libéraux ont eux aussi fini par accepter la supériorité présumée de l'ordre du marché. Cela se reflète, par exemple, dans leur adhésion après 1989 au « consensus de Washington », sans parler des politiques promues par les présidents démocrates tels que Bill Clinton et Barack Obama. La réforme de l'aide sociale de Clinton, l'accord de l'ALENA et la déréglementation financière avaient tous une forte orientation pro-marché, et les politiques d'Obama telles que l'Affordable Care Act, la loi Dodd-Frank, le TPP et le crédit d'impôt sur le revenu gagné ont été conçues soit pour exploiter les marchés, soit pour interférer le moins possible avec eux. Cette ingérence était encore plus que ce que les conservateurs et les républicains pouvaient tolérer, mais il s'agissait là de différences au sein d'un paradigme commun, un paradigme qui avait été considéré comme stupide et dépassé quatre décennies plus tôt.

II. Les idées comptent.

On ne saurait trop insister sur l'importance du passage des idées de Friedman de la marginalité au centre, mais pas parce que le monde se soit jamais pleinement conformé à ses convictions. Après tout, la réglementation gouvernementale n'a guère disparu depuis l'élection de Ronald Reagan. Mais aucun paradigme intellectuel n'est parfaitement réalisé dans la pratique. La vie et la politique sont bien trop compliquées pour que cela soit jamais le cas. Il y avait beaucoup de réglementation à l'apogée du laissez-faire, tout comme les marchés libres sont restés extrêmement importants pendant les années keynésiennes. Il serait naïf de s'attendre à ce qu'une philosophie politique ou économique soit suivie ou appliquée avec une parfaite cohérence, d'autant plus que ni les politiciens et les administrateurs qui élaborent et appliquent les politiques, ni les personnes et les groupes d'intérêts auxquels ils doivent répondre, ne sont des universitaires motivés par la nécessité de respecter la pureté théorique. Dans notre monde chaotique et complexe, les politiques et les actions des différents acteurs incarneront toujours une multitude de contradictions et d'incohérences, quel que soit le paradigme intellectuel dominant.

L'importance de ces paradigmes intellectuels réside dans la manière dont ils structurent les arguments et influencent le terrain de jeu en faveur ou en défaveur des revendications concurrentes. Les politiciens, les administrateurs, les citoyens, les chefs d'entreprise, les militants politiques et les médias ne font peut-être pas de la cohérence intellectuelle leur principale préoccupation, mais ils comprennent et formulent leurs arguments et leurs projets à la lumière d'une compréhension générale du fonctionnement actuel et souhaité du monde. Les opinions et

les croyances peuvent être guidées par des besoins ou des désirs matériels, mais ces derniers sont également influencés par des conceptions intellectuelles. Les idées jouent un rôle essentiel en faisant pencher la balance en faveur de certains arguments et contre d'autres ; elles remodelent le monde, sinon à leur image, du moins d'une manière très différente de ce qu'il serait sans elles.

Les participants aux débats du XXe siècle sur l'économie politique l'avaient parfaitement compris. Comme l'a fait remarquer Friedrich Hayek, collègue et mentor intellectuel de Friedman, « l'expérience montre qu'une fois qu'un grand nombre d'intellectuels ont adhéré à une philosophie, ce n'est qu'une question de temps avant que ces idées ne deviennent la force motrice de la politique ».² Friedman lui-même a fait remarquer à peu près la même chose, expliquant que « le rôle des penseurs [...] est avant tout de proposer des alternatives, afin que, lorsque la force brute des événements rend un changement inévitable, il existe une alternative pour le mettre en œuvre ». ³ Mais c'est peut-être Keynes lui-même qui a le mieux exprimé l'importance des idées dans la formation des intérêts :

Je suis convaincu que le pouvoir des intérêts particuliers est largement exagéré par rapport à l'emprise progressive des idées. Pas immédiatement, certes, mais après un certain temps ; car dans le domaine de la philosophie économique et politique... les idées que les fonctionnaires, les politiciens et même les agitateurs appliquent aux événements actuels ne sont généralement pas les plus récentes. Mais tôt ou tard, ce sont les idées, et non les intérêts particuliers, qui sont dangereuses, pour le meilleur ou pour le pire.⁴

Keynes, Hayek et Friedman savaient de quoi ils parlaient, et les deux derniers ont vécu assez longtemps pour voir leurs idées entraîner des changements colossaux, car le rejet du keynésianisme au profit de l'orthodoxie du libre marché dans les années 1970 et 1980 a remodelé le monde entier. La réglementation gouvernementale persiste peut-être dans de nombreux domaines, mais depuis que la philosophie économique de Friedman, désormais appelée « néolibéralisme », a pris le dessus, elle a tout bouleversé. La politique budgétaire, la politique monétaire, la politique du travail, la politique commerciale, la politique sociale et la politique industrielle, pour n'en citer que quelques-unes, ont été fondamentalement modifiées conformément aux idées de Hayek, Friedman et leurs disciples. Les effets ne se sont pas limités à l'économie, et la pensée fondée sur le marché a également colonisé le droit, les sciences politiques, la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, les politiques publiques et une myriade d'autres disciplines. Le secteur privé a également été profondément remodelé par ces idées, qu'il s'agisse des modèles de gouvernance d'entreprise, du rôle des entreprises dans la société, de la

² Hayek Papers, "Leaflet, Institute for Humane Studies," in Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics* (Princeton: Princeton University Press, 2012): 160.

³ Friedman Papers, "Money Programme Transcripts," in *id* (April 21, 1978): 331.

⁴ John Maynard Keynes, *The General Theory of Employment, Interest, and Money* (CITY: PUBLISHER, 1936): 383-84.

rémunération des travailleurs et des cadres, ou encore du fonctionnement du secteur financier. Friedman lui-même regarderait peut-être le monde d'aujourd'hui d'un œil critique, déçu par les nombreux écarts par rapport à sa vision, mais il est impossible de nier que nous vivons dans un monde profondément remodelé par les idées qu'il a avancées avec ses disciples.

III. Changement de paradigmes.

Comment un paradigme analytique jugé risible dans les années 1940 en est-il venu à dominer l'élaboration des politiques mondiales dans les années 1980 ? Deux évolutions expliquent ce changement : la première est le fruit des circonstances, la seconde résulte d'efforts délibérés, notamment ceux de bailleurs de fonds philanthropiques.

Changement de circonstances.

D'un point de vue historique, les changements de paradigme intellectuel sont un phénomène rare mais récurrent. Tout comme le néolibéralisme a supplanté Keynes, le paradigme keynésien a supplanté le laissez-faire, qui avait lui-même remplacé le système mercantiliste qui dominait la pensée économique occidentale au XVIIIe et au début du XIXe siècle. À tout moment, il existe une façon de penser dominante qui contribue à structurer les activités politiques et sociales et qui persiste (sous réserve des contradictions et incohérences évoquées ci-dessus) jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par quelque chose de nouveau.

Ces remplacements se produisent de différentes manières, selon le moment et la manière dont l'évolution des circonstances met à mal le paradigme intellectuel dominant. L'historien Edmund Morgan, qui qualifie ces paradigmes de « fictifs » parce qu'ils sont le produit de l'imagination humaine, déclare :

Le monde politique imaginaire se mêle au monde réel de manière étrange, car le monde imaginaire peut souvent façonner le monde réel. Pour être viable, pour remplir son rôle, [cependant], une fiction doit présenter certaines similitudes avec la réalité. Si elle s'éloigne trop de la réalité, la suspension volontaire de l'incrédulité s'effondre. Et inversement, elle peut s'effondrer si les faits s'éloignent trop de la fiction.⁵

Morgan fait ici référence à des idées politiques telles que « le roi est divin », « les gouverneurs sont les serviteurs du peuple » ou même « tous les hommes sont créés égaux ». Mais son argument s'applique également à des idées économiques telles que « la propriété publique des moyens de production est juste » ou « un système de libre entreprise maximisera la richesse ». Les gens adhèrent à des idées comme celles-ci parce que cela les aide à comprendre et à donner un sens au monde qui les entoure. Et une fois qu'elles les ont adoptées, les personnes s'y

⁵ Edmund Morgan, *Inventing the People* (New York: W.W. Norton, 1988): 13-14.

accrochent jusqu'à ce que la force des événements prive ces idées de leur pouvoir d'expliquer le monde — jusqu'à ce que, selon les termes de Morgan, « les faits s'éloignent trop de la fiction ». Il peut alors y avoir une période de confusion, mais finalement, un nouveau paradigme émerge, un paradigme qui répond mieux aux préoccupations des personnes et explique mieux les événements tels qu'elles les vivent. Il peut alors y avoir une période de confusion, mais finalement, un nouveau paradigme émerge, qui répond mieux aux préoccupations des gens et explique mieux les événements tels qu'ils les vivent.

Nous avons été témoins de ce processus à plusieurs reprises dans l'histoire des États-Unis. Le laissez-faire correspondait aux conditions de l'Amérique du milieu du XIXe siècle, contribuant à alimenter l'expansion vers l'ouest et le développement économique dans un marché en constante croissance et en pleine effervescence. Des tensions ont commencé à apparaître après la guerre civile, lorsque l'intégration économique résultant des révolutions des communications et des transports, associée à la transformation du travail provoquée par la deuxième révolution industrielle, a donné lieu à de nouvelles circonstances et à de nouveaux problèmes tant pour la main-d'œuvre que pour le capital. Il a toutefois fallu le choc de la Grande Dépression, suivi des exigences économiques de la Seconde Guerre mondiale, pour que les idées libertaires extrêmes, qui ne semblaient plus répondre aux besoins et aux problèmes de la société, soient finalement abandonnées à grande échelle. L'économie dirigée de Keynes semblait plus sensée. Et elle a fonctionné, du moins en apparence, et en tout cas mieux que ce que nous avons fait jusqu'alors. Il n'est donc pas étonnant que Hayek, Friedman et leurs compagnons néolibéraux aient été relégués à la marge. Aux yeux de la plupart des observateurs, ils défendaient des idées qui avaient déjà échoué.

Les choses étaient très différentes dans les années 1970. L'économie planifiée ne fonctionnait plus aussi bien. Alors que l'Europe et le Japon se remettaient enfin de la Seconde Guerre mondiale, les importants excédents commerciaux américains se sont inversés, provoquant une crise de l'or et l'effondrement du système de Bretton Woods. À cela se sont ajoutés les chocs de la crise pétrolière et les problèmes de financement du Vietnam, créant des conditions économiques qui semblaient dépasser les capacités de gestion de nos institutions. L'inflation était élevée, le chômage était élevé, les taux d'intérêt montaient en flèche. Un nouveau terme a été inventé pour décrire tout cela : « stagflation ». Pour aggraver les choses, dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les principes de gestion gouvernementale descendante ont dépassé le cadre de la politique fiscale et monétaire. Au début des années 1970, le gouvernement fédéral s'impliquait dans tous les domaines, du comportement des consommateurs à la famille, en passant par l'environnement, les relations raciales, les assurances, l'alimentation, les transports, l'éducation, etc. Presque tous les secteurs de l'économie semblaient soumis à une forme ou une autre de réglementation et de contrôle fédéral. Pourtant, la société avait l'impression de se désagréger, d'autant plus que ces perturbations économiques étaient exacerbées par les inquiétudes sociales et culturelles liées à la race, au genre et à la politique radicale. Les tensions sociales peuvent sembler vives aujourd'hui, mais elles sont modérées par rapport à ce que les gens pensaient et craignaient au début des années 1970.

Et là, calmes et confiants, se tenaient Milton Friedman et ses compatriotes, prêts à apporter des réponses. Le problème, disaient-ils, c'est trop de gouvernement, trop de gestion descendante de choses qui se régleraient mieux si on les laissait au libre marché. Ce dont nous avons besoin, disaient-ils, c'est moins de réglementation, moins de gouvernement, moins de gestion — moins d'efforts de la part d'un petit nombre d'humains imparfaits et faillibles pour faire mieux que la main invisible d'un marché rationnel.

Ils ont touché une corde sensible. En 1980, avec l'élection de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et celle de Ronald Reagan aux États-Unis, la prise de pouvoir néolibérale était pratiquement achevée. Le fait que leurs solutions semblaient fonctionner — ou, comme celles de Keynes dans les décennies précédentes, semblaient fonctionner mieux que ce que nous avions fait jusqu'alors — a joué un rôle non négligeable dans l'ascension du néolibéralisme. Les taux d'intérêt baissés, l'emploi a augmenté et la croissance économique a repris. Le Parti démocrate a résisté pendant un certain temps, mais après l'élection de George H.W. Bush en 1988, ses dirigeants ont compris le message, quelques années avant le Parti travailliste en Angleterre. La « troisième voie » de Bill Clinton et Tony Blair s'est traduite par une capitulation devant le néolibéralisme et la supériorité présumée des marchés, même si elle comportait une touche progressiste. Et il en fut ainsi pendant les trois décennies suivantes, jusqu'aux élections de 2016.

Construire un mouvement.

Je reviendrai dans un instant sur les raisons pour lesquelles les élections de 2016 suggèrent que le moment est venu de changer à nouveau notre façon de penser l'économie politique, cette fois-ci en nous éloignant du néolibéralisme. Mais il est important de reconnaître tout d'abord que le triomphe de l'idéologie du marché ne s'est pas produit de manière organique. Il s'agissait en fait d'un effort intentionnel, cultivé et, surtout, bien financé.

Il fut un temps, plus récent que la plupart des gens ne le pensent, où le respect envers les élites était suffisamment fort et profond pour qu'un changement de mentalité au sein de ces dernières puisse à lui seul transformer la société. Au milieu du XXe siècle, cependant, les citoyens ordinaires étaient devenus plus indépendants et plus assertifs lorsqu'il s'agissait de leur destin. Hayek n'avait pas tort de croire que les idées et les philosophies qui finissent par s'imposer trouvent presque toujours leur origine parmi les élites, mais les leaders intellectuels et politiques doivent désormais persuader leurs concitoyens du bien-fondé de leurs idées.

Personne n'en était plus conscient que Hayek lui-même. Dans les années 1930, il s'était battu sans succès pour contrer la vague populaire en faveur d'une économie dirigée. Ses efforts ont été interrompus par la guerre qui, à son grand désarroi, a considérablement renforcé le soutien à un gouvernement activiste. À la fin des années 1940, la cause néolibérale semblait désespérée.

Plutôt que de désespérer, Hayek passa à l'action. Au printemps 1947, il réunit un groupe de 39 économistes, historiens, philosophes et journalistes partageant les mêmes idées, venus des deux

côtés de l'Atlantique, dans un hôtel situé au pied du Mont Pèlerin, en Suisse. Le groupe passa dix jours à discuter de leur sentiment commun que les choses allaient mal et de ce qu'ils pourraient faire pour y remédier. Ils ont convenu de former une société et ont publié une « déclaration d'objectifs » qui commençait par l'affirmation inquiétante selon laquelle « les valeurs fondamentales de la civilisation sont en danger ». Cette déclaration d'une page attribuait cette menace au « déclin de la croyance en la propriété privée et au marché concurrentiel ; car sans le pouvoir et l'initiative diffusés associés à ces institutions, il est difficile d'imaginer une société dans laquelle la liberté puisse être efficacement préservée ». Affirmant que le moyen le plus efficace de lutter contre une telle dégénérescence est « l'argumentation intellectuelle et la réaffirmation d'idéaux valables », la déclaration de la Société du Mont Pèlerin a défini un programme d'études approfondies et a défini l'objectif du groupe comme étant « de faciliter l'échange de vues entre des esprits inspirés par certains idéaux et des conceptions générales communes, afin de contribuer à la préservation et à l'amélioration de la société libre ».⁶

De ces modestes débuts est né un mouvement qui, au cours du quart de siècle suivant, est devenu la force intellectuelle et politique dominante de notre époque. Il n'est pas nécessaire ici de décrire en détail comment cela s'est produit.⁷ Pour les besoins de cet article, il suffira de souligner quelques points clés :

- Tout d'abord, la raison d'être du projet était le développement et la diffusion d'idées. Ses partisans ont délibérément et intentionnellement créé des pôles intellectuels dans des universités clés, notamment l'université de Chicago.
- Deuxièmement, les leaders du mouvement ont très tôt compris qu'ils avaient besoin de moyens pour transmettre les idées du monde universitaire aux décideurs politiques. Ils sont devenus des pionniers dans le développement de groupes de réflexion sur les politiques publiques et ont lancé un certain nombre d'entre eux dans le but spécifique de propager les idées du libre marché, notamment l'American Enterprise Institute, la Foundation for Economic Education, le Hudson Institute et, plus tard, la Heritage Foundation, le Cato Institute et d'autres.

⁶ Mont Pèlerin Society, "Statement of Aims," April 8, 1947, <https://www.montpelerin.org/statement-of-aims>.

⁷ L'histoire du capitalisme est récemment devenue un sujet d'intérêt dans les départements d'histoire, et plusieurs historiens ont publié des ouvrages intéressants sur la Société du Mont Pèlerin et la montée du néolibéralisme. Voir Angus Burgin, *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets Since the Depression* (2012) ; *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective* (Philip Mirowski et Dieter Plehwe, éd. 2009) ; Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics* (2012) ; et Kim Phillips-Fein, *Invisible Hands: The Businessmen's Crusade Against the New Deal* (2009). Tout aussi intéressant, avec un accent plus marqué sur l'organisation et le financement, est l'ouvrage du politologue Steven M. Teles, *The Rise of the Conservative Legal Movement* (2008).

- Troisièmement, des efforts ont été déployés pour créer des débouchés permettant de diffuser et de faire connaître les idées tant auprès d'autres intellectuels que du grand public. *National Review*, *American Spectator*, *Reader's Digest* et *Saturday Evening Post* étaient les favoris dans les premières années, rejoints plus tard par de nouveaux venus tels que *Weekly Standard*, *New Criterion*, *Public Interest* et *Commentary*.
- Quatrièmement, dès les années 1950, un travail parallèle a été entrepris pour établir des alliances dans le monde des affaires, les églises et les médias audiovisuels (ces derniers se concentrant principalement sur la radio). Si bon nombre de ces efforts visaient à rallier des leaders individuels, plusieurs organisations officielles ont été créées ou converties. Le Business Roundtable a été lancé spécifiquement pour défendre la cause des marchés, tout comme Spiritual Mobilization, précurseur d'initiatives ultérieures plus fructueuses telles que Moral Majority et Focus on the Family.

Plus important encore, le mouvement en faveur du libre marché a été financé et soutenu à chaque étape par des fondations et des philanthropes sympathisants qui ont fourni les ressources nécessaires à sa réussite. Un soutien important a été apporté dès le début par le William Volker Fund, suivi par les fondations Earhart et Relm, qui ont à leur tour été remplacées par les fondations William E. Simon et John M. Olin, entre autres. Aujourd'hui, le large éventail d'institutions néolibérales est soutenu par un mélange tout aussi large de bailleurs de fonds, notamment les frères Koch, les fondations Bradley, Smith-Richardson et Scaife, le Searle Freedom Trust et bien d'autres encore.

La *manière* dont ces bailleurs de fonds travaillaient était tout aussi importante que ce qu'ils soutenaient. Selon l'historien Angus Burgin, malgré des divergences idéologiques occasionnelles, les organisations participantes « cultivaient un mode de philanthropie remarquablement similaire et très distinctif » :

Grâce à des contributions directes à des intellectuels et à des institutions soigneusement sélectionnés, ils ont cherché à faciliter l'expression d'idées non orthodoxes dans le débat national, et ainsi à provoquer un changement idéologique à long terme. Contrairement à d'autres sources de financement contemporaines, ils n'attendaient aucun retour tangible immédiat sur leurs investissements. . . . En adoptant cette stratégie, ils ont démontré une foi extraordinaire dans la capacité des idées abstraites à générer des changements politiques substantiels.⁸

Bon nombre des tactiques employées par ces bailleurs de fonds suivent ce que tout le monde s'accorde à considérer comme de bonnes pratiques en matière de subventions : ils ont sollicité des commentaires, se sont souciés de l'apprentissage et ont essayé d'être honnêtes avec eux-mêmes lorsque leurs attentes n'étaient pas satisfaites ; ils ont apporté un soutien général, ont donné aux bénéficiaires le temps et la latitude nécessaires pour expérimenter et ont évité la

⁸ Angus Burgin, *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets Since the Depression* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 2012): 127.

microgestion. À d'autres égards, leur philanthropie était très différente de la façon dont la plupart des bailleurs de fonds — y compris les plus conservateurs — travaillent aujourd'hui. Ils étaient opportunistes, renonçant à des stratégies soigneusement élaborées au profit de la flexibilité et de l'adaptabilité. Ils pensaient en termes de soutien aux personnes plutôt que de développement de projets, et ils répartissaient leurs paris entre un éventail de bénéficiaires ayant des capacités et des approches différentes. Ils poursuivaient des objectifs diffus et difficiles à mesurer, mais qui avaient des retombées à long terme, et ils toléraient l'absence de mesures objectives fiables qui en résultait, s'appuyant plutôt sur des jugements subjectifs d'efficacité. Surtout, ils étaient patients ; ils faisaient preuve de confiance dans leurs idées, même lorsque les chances de succès semblaient minces.

Et cela a fonctionné. En effet, compte tenu de ce qui s'est passé, le financement des idées libérales dans les années 1950 à 1970 constitue peut-être l'exemple le plus réussi de philanthropie efficace de l'histoire. Ce titre devrait peut-être être partagé avec quelques avancées scientifiques soutenues par la philanthropie, comme le vaccin contre la polio et la révolution verte. Mais dans le domaine de la défense des droits et de la philanthropie axée sur les politiques, rien ne peut rivaliser.

Deux dernières observations :

Premièrement, le programme politique concret associé au néolibéralisme a beaucoup évolué au fil des ans. Les propositions qui semblaient radicales et révolutionnaires au début l'étaient beaucoup moins au fur et à mesure que le temps passait et que la prise de conscience des possibilités grandissait et changeait. L'ouvrage de Hayek, *The Road to Serfdom*, qui a galvanisé le mouvement à ses débuts, a été accusé d'extrémisme lors de sa publication en 1944. Pourtant, les politiques proposées par Hayek pour mettre en œuvre sa philosophie étaient à peine plus à droite que le New Deal, et elles semblent carrément modérées par rapport à ce que proposaient ses successeurs dans les années 1960.

Il en sera toujours ainsi lorsque les paradigmes intellectuels changent. Les penseurs innovants qui développent un nouveau cadre continuent de le faire à partir d'un échafaudage existant qui structure et limite leur imagination. Au fil du temps, l'ancien cadre s'estompe et le nouveau se précise. Et à mesure que cela se produit, le terrain à partir duquel sont dérivées des applications et des prescriptions politiques particulières change. Des idées qui semblaient autrefois invraisemblables sont considérées sous un nouveau jour ; de nouvelles idées, auparavant unimaginables, émergent ; celles-ci sont ensuite développées et élaborées, ce qui modifie encore davantage le terrain. Les nouveaux cadres intellectuels font plus que justifier les idées politiques que nous avons déjà : au fil du temps, ils changent ce que nous pouvons imaginer. C'est pourquoi il peut être important, dans certaines circonstances prometteuses, que les bailleurs de fonds élargissent leurs horizons et réfléchissent au-delà des solutions qui semblent attrayantes aujourd'hui.

Deuxièmement, le mouvement néolibéral n'était ni rigoureusement discipliné ni contrôlé de manière centralisée. Il était composé de compagnons de route qui partageaient un ensemble d'idées et de dispositions, et qui se considéraient comme faisant partie d'une entreprise intellectuelle et politique commune. Personne n'exerçait de contrôle global et il n'y avait pas de commandement central. Les adhérents partageaient une critique du collectivisme et une conviction quant aux avantages du capitalisme, mais ces grands paramètres laissaient place à d'innombrables désaccords. Ils s'opposaient sur la relation entre le libre marché et la démocratie, entre le capitalisme et la moralité, et ils avaient des débats sans fin sur le rôle approprié du gouvernement. Malgré cela, ils ont réussi à trouver suffisamment de points d'accord pour créer un discours global, centré sur la liberté individuelle et la liberté économique, qui a trouvé un écho auprès des décideurs politiques conservateurs, des chefs d'entreprise et, finalement, du grand public. Avec le recul, le cadre et le discours néolibéraux semblent beaucoup plus cohérents et unifiés qu'ils ne l'étaient à l'époque. Il est important de garder cela à l'esprit lorsque nous réfléchissons à l'élaboration d'un nouveau discours aujourd'hui : il n'est ni possible ni nécessaire de s'accorder sur tous les points intellectuels ; ce qui est nécessaire, c'est de trouver un récit, un langage et un ensemble de valeurs communs.

La nature décentralisée du mouvement n'était pas seulement intellectuelle, mais aussi opérationnelle. Les individus et les institutions collaboraient et se faisaient concurrence, certains se sont illustrés et ont joué un rôle de premier plan à certaines périodes, puis ont disparu à d'autres. Il s'agissait d'un écosystème dynamique, capable d'innover, d'évoluer et de créer un espace pour les entrepreneurs intellectuels, politiques et médiatiques. Les hommes et les femmes qui ont organisé la communauté des affaires, fait pression sur les politiciens et les journalistes, lancé des revues et des groupes de réflexion, et recruté des chefs religieux agissaient généralement de leur propre chef, motivés par des idées, souvent en connaissance des architectes de ces idées, mais agissant de manière indépendante comme ils le jugeaient bon.

Le passage à une économie de marché libre aurait probablement échoué si quelqu'un avait insisté pour renforcer la coordination ou tenté d'exercer un contrôle trop important. Le succès a nécessité les efforts d'un grand nombre d'acteurs et d'institutions opérant de manière indépendante. Tous partageaient un sens large de l'objectif commun. Ils se considéraient comme faisant partie d'un mouvement et partageaient donc ce qu'ils avaient appris, s'appuyaient sur les succès des uns et des autres, se soutenaient mutuellement et coopéraient lorsque cela était judicieux. Tout en avançant dans la même direction, ils ont néanmoins agi de manière indépendante. C'est inévitablement le cas pour tout mouvement social ou intellectuel important. L'expérience nous enseigne que de telles structures souples peuvent suffire.

IV. Au-delà du néolibéralisme.

Je vous ai demandé de lire ce bref historique de la montée en puissance de la défense du marché pour une raison précise. Comme indiqué ci-dessus, certaines conditions peuvent amener les

bailleurs de fonds à réfléchir au-delà des solutions actuelles et à tenter de remodeler le milieu intellectuel plus large dans lequel ces solutions ont été conçues. Je pense que nous sommes aujourd'hui confrontés à une telle situation.

Changement de contexte.

Beaucoup de choses ont changé depuis l'élection de Ronald Reagan et Margaret Thatcher il y a plusieurs décennies. Mais une chose n'a pas changé : aujourd'hui comme hier, les tensions politiques s'intensifient en raison de conditions économiques et sociales devenues intenable pour une grande partie de la population. Ces tensions, qui s'accumulent depuis un certain temps, ont atteint leur paroxysme avec la crise économique de 2008, avant d'éclater sous la forme de bouleversements politiques tels que le Brexit, la montée des mouvements illibéraux dans le reste de l'Europe et les élections américaines de 2016.

Il est d'ailleurs juste, mais aussi ironique, d'attribuer une bonne partie de la responsabilité de cette colère et de cette désaffection généralisées au paradigme dominant du libre marché. Tout comme la gestion keynésienne descendante avait cessé de résoudre les problèmes et avait commencé à en causer au début des années 1970, les marchés libres friedmaniens ont aujourd'hui à peu près le même effet. De nombreuses preuves montrent que cette approche macroéconomique a, dans la pratique, produit et exacerbé les inégalités dans la répartition des richesses. Cela n'était pas encore une préoccupation majeure dans les années 1970 et 1980 : les inégalités de richesse et de revenus étaient encore relativement faibles par rapport aux normes historiques, et la déréglementation n'avait encore que peu d'impact sur celles-ci. De plus, les politiques menées et mises en œuvre étaient largement considérées comme efficaces pour résoudre les problèmes auxquels elles visaient.

Quarante ans plus tard, la situation est radicalement différente. Les inégalités de revenus et de richesse se sont considérablement accrues, en partie à cause des politiques néolibérales, entraînant une répartition des richesses telle que nous n'en avons plus vue depuis que le laissez-faire a été bouleversé par la Grande Dépression. Les inégalités de richesse, associées à la stagnation des revenus, à l'effondrement de la classe moyenne et à l'insécurité économique croissante, sont devenues l'une des principales causes, sinon la principale cause, de l'augmentation des tensions politiques et sociales (même si les raisons sont comprises et expliquées différemment par la gauche et la droite). Le régime mondial de libre-échange que le néolibéralisme a justifié et encouragé est devenu une autre source majeure d'inquiétude politique et économique — une inquiétude à laquelle les champions du libre-échange n'ont guère d'autre réponse à offrir que la poursuite de la même politique. Le monde du travail est bouleversé par les nouvelles technologies, l'automatisation, la robotique et l'intelligence artificielle ; et s'il est peut-être trop tôt pour décrire l'avenir du travail avec certitude, personne ne conteste que des changements spectaculaires sont en cours ou que, si on les laisse au marché, ils entraîneront un nouveau transfert massif de richesse du travail vers le capital. Le fait est simplement que, comme cela s'est déjà produit par le passé, les problèmes de la société ont

changé et que le paradigme intellectuel dominant, s'il n'est pas à l'origine de ces problèmes, ne semble plus en mesure de les résoudre.

La polarisation hyperpartisane rend plus difficile la lutte politique visant à répondre aux griefs et aux inquiétudes légitimes de la population. Les dirigeants des deux partis acceptent peut-être la primauté des marchés, mais ils ont désormais pris des directions tellement différentes de ce point de départ commun qu'ils ne parlent plus le même langage. Les républicains sont revenus presque entièrement au laissez-faire strict, s'étant convaincus au fil des ans que le gouvernement est tellement incompetent et susceptible de tout gâcher qu'il vaut mieux ignorer les défaillances du marché plutôt que d'essayer de les corriger par la législation. Les démocrates, quant à eux, se sont concentrés sur un sous-ensemble de défaillances du marché liées à l'incapacité de certains groupes à rivaliser équitablement, cherchant à ce que le gouvernement assure l'équité pour les personnes injustement défavorisées en raison de caractéristiques telles que la race, l'origine ethnique, le sexe et l'identité sexuelle. Cependant, leurs solutions, tout comme leurs efforts pour traiter des questions qui dépassent le cadre de l'identité, telles que les soins de santé ou le secteur bancaire, ont été entravées par une pensée fondée sur le marché, ce qui les a rendues politiquement invendables : trop interventionnistes pour les conservateurs, trop modérées pour les progressistes. Et bien qu'il existe aujourd'hui des factions à gauche comme à droite prêtes à revoir les contraintes de la pensée de marché, elles n'ont pas encore proposé de cadre intellectuel alternatif convaincant pour y parvenir, et encore moins de solutions susceptibles de recueillir une large adhésion politique.

Le résultat est que le paradigme du libre marché du XXe siècle a atteint la fin de sa durée de vie utile. Il ne laisse que peu ou pas de place à des solutions utiles, ni même à des désaccords productifs sur les alternatives, face aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Les néolibéraux soutiennent depuis longtemps que la seule alternative à leur orientation vers le libre marché est le socialisme, qu'il s'agisse du modèle keynésien modéré qui a échoué dans les années 1970 ou du modèle plus radical qui a pris fin avec la chute du mur de Berlin en 1989. Nous devons rejeter l'idée selon laquelle notre seul choix se limite au néolibéralisme et au socialisme. Nous devons développer de nouvelles idées.

Gardez à l'esprit que les changements de paradigme n'impliquent jamais le renversement complet d'un ancien système d'idées au profit de quelque chose de totalement nouveau. Les nouveaux paradigmes s'appuient sur les anciens, offrant de nouvelles variations des idées et des institutions existantes. Keynes pouvait écrire qu'il était d'accord avec presque tout ce qui se trouvait dans *The Road to Serfdom* de Hayek, car c'était le cas : lui et Hayek envisageaient tous deux un mélange de marchés et de réglementation gouvernementale. Il en va de même aujourd'hui. Personne ne croit que nous puissions ou devons abandonner tous les principes de la pensée néolibérale, et encore moins que nous puissions nous passer du rôle important des marchés libres, qui jouent un rôle indispensable dans de nombreux contextes. Nous devons néanmoins les replacer dans un contexte différent, fondé sur des prémisses différentes, de manière à créer des opportunités pour de nouvelles approches politiques.

Construire un mouvement.

Heureusement, nous ne partons pas de zéro, et un travail considérable a déjà été accompli pour examiner la validité du paradigme du libre marché. En effectuant des recherches pour ce projet, j'ai été agréablement surpris de découvrir à quel point les départements d'économie sont déjà en effervescence et regorgent de nouvelles idées. C'est également vrai dans d'autres domaines colonisés par les modèles basés sur le marché — le droit, les affaires, les sciences politiques, la sociologie, etc. — même si l'observation amusante de Keynes selon laquelle « les idées que les fonctionnaires, les politiciens et même les agitateurs appliquent aux événements actuels ne sont probablement pas les plus récentes » se vérifie certainement. Mais même dans ces domaines, il est possible de repérer les prémices d'une nouvelle pensée.

Voici quelques-unes des critiques, organisées autour des trois propositions qui ouvraient cette note :

La première proposition, et à bien des égards la plus importante, est que la société est composée d'individus atomisés — les fameux *homo economicus* — qui évoluent dans le monde de manière rationnelle et égoïste, cherchant à maximiser leur propre utilité. Rappelons qu'il s'agit là d'une affirmation normative, mais aussi descriptive : la meilleure compréhension de ce que signifie être « libre ». À ce jour, tous les éléments de ce postulat fondamental ont été remis en question :

- Même si, comme l'écrit Jon Elster, les résultats sociaux doivent être mesurés en fonction de l'utilité pour les individus⁹, cela ne signifie pas pour autant que ce soit la meilleure façon, ni même la plus précise, de concevoir la société. Les gens se définissent par leurs liens avec des groupes : je suis citoyen américain, californien, employé de la Fondation Hewlett, homme, juif, avocat, etc. Nos identités sont composées de notre appartenance à des groupes, et la plupart de nos activités professionnelles et autres se déroulent au sein et par l'intermédiaire de groupes auxquels nous nous identifions et auxquels nous accordons notre loyauté. Prétendre que seul l'individu compte, que le concept de société n'est qu'un épiphénomène, est fallacieux et trompeur.
- Il s'ensuit que, si la concurrence est sans aucun doute un moteur dans les affaires humaines, la collaboration et la coopération le sont tout autant. Elles offrent même une meilleure explication de l'histoire économique, politique et sociale de l'humanité, et sont des moteurs plus présents dans la vie quotidienne. S'il est logique que le gouvernement garantisse les conditions nécessaires à la concurrence, pourquoi ne serait-il pas tout aussi logique qu'il encourage la collaboration et la coopération ?
- Nous ne sommes pas rationnels, du moins pas comme l'imagine l'*homo economicus*. Les psychologues et les économistes comportementaux ont documenté les innombrables façons dont ce modèle de rationalité échoue. Une telle personne n'existe pas et n'a jamais existé, ce qui fait de « lui » une base douteuse sur laquelle fonder une politique sociale et

⁹ Jon Elster, "The Case for Methodological Individualism," *Theory and Society*, no. 11 (1982): 453.

économique. De nombreux travaux montrent également comment le fait de supposer un égoïsme universel écarte les considérations morales et éthiques essentielles à la réussite, tout en compromettant les normes sociales indispensables au fonctionnement des marchés eux-mêmes.

- La liberté de poursuivre ses propres intérêts sur un marché peut être un aspect de la liberté, mais en faire la définition complète est normativement stérile. Imaginez dire à quelqu'un : « Des facteurs pour lesquels vous n'êtes moralement pas responsable, comme les circonstances de votre naissance, vous ont peut-être mis dans une cage de trois mètres carrés, tandis que d'autres, qui ne le méritent pas plus que vous, peuvent se déplacer librement. Mais tant que vous pouvez vous déplacer où vous voulez dans ces 3 mètres carrés, vous êtes aussi libre qu'eux. » Vraiment ? Sans aucun doute, la liberté inclut l'immunité contre certaines formes d'ingérence gouvernementale, ce qu'on appelle la liberté négative. Mais elle peut aussi avoir une dimension affirmative. Les « quatre libertés » de Franklin Roosevelt comprenaient la liberté de vivre à l'abri du besoin et la liberté de vivre à l'abri de la peur, ce qui résume bien l'idée de liberté positive.

La deuxième prémisse de Friedman — selon laquelle le succès d'une société devrait être mesuré par la quantité de richesse qu'elle produit, telle que mesurée par des indicateurs comme le PIB — a également fait l'objet de critiques cinglantes. Il n'est pas controversé de dire que plus de richesse est mieux que moins, mais seulement si l'on ajoute « toutes choses égales par ailleurs ». Et parmi ces autres choses doit figurer la manière dont la richesse est répartie. Se concentrer sur la production de richesse sans tenir compte de sa répartition, c'est oublier que les marchés réels ne procèdent pas naturellement à une allocation selon des critères moralement défendables, sans parler du fait qu'une concentration excessive de richesse provoque inévitablement des troubles sociaux. Cette prémisse ignore également que certaines formes de production économique sont plus bénéfiques pour la société que d'autres. Les médicaments qui guérissent le cancer sont, à bien des égards, « meilleurs » que les cigarettes qui le provoquent, mais les deux sont traités de la même manière dans le calcul du PIB. De même, certaines formes de création de richesse ont des externalités plus néfastes pour la société que d'autres, comme la combustion de combustibles fossiles qui contribue au réchauffement climatique ou la création de produits dérivés qui contribuent aux crises financières. Dans ces conditions, il n'est pas évident de comprendre pourquoi les mesures gouvernementales visant à promouvoir une répartition plus équitable ou à encourager des formes de richesse plus utiles devraient, ipso facto, être considérées comme contestables.

Les critiques des deux premières propositions de Friedman suffisent à elles seules à invalider la troisième, selon laquelle les marchés libres constituent le meilleur moyen pour des individus rationnels de maximiser leur prospérité. Mais cette proposition a également été remise en cause de multiples façons en interne, et les économistes ont montré que, dans la réalité, les marchés fonctionnent rarement, voire jamais, comme le supposait Friedman. Bon nombre des critiques les plus virulentes de ces dernières années sont empiriques et s'appuient sur de nouveaux outils

statistiques, des superordinateurs et d'énormes ensembles de données. La célèbre étude de Raj Chetty sur la mobilité sociale a suivi l'évolution des revenus de plus de 40 millions d'enfants et de leurs familles sur plusieurs décennies, en établissant une corrélation entre ceux-ci et le degré de ségrégation, la qualité des écoles et diverses autres caractéristiques du lieu de vie des enfants. Parallèlement, de nombreuses recherches montrent comment les résultats économiques sont constamment faussés par la recherche de rentes et la concentration du pouvoir économique et/ou politique.

Ce ne sont là que quelques exemples tirés d'un formidable corpus critique développé au fil des ans. Pourtant, malgré la richesse des commentaires, deux obstacles ont empêché son évolution vers un remplacement complet du néolibéralisme. Premièrement, ce travail est presque entièrement critique. Nous en apprenons beaucoup sur les lacunes de la pensée fondée sur le marché, parfois accompagnées de modifications politiques, mais personne n'a proposé quoi que ce soit qui s'apparente de près ou de loin à une alternative complète au néolibéralisme. Quoique l'on puisse dire de Milton Friedman, lui et ses collègues ont proposé une vision du monde facile à comprendre et globale, à partir de laquelle ils ont élaboré un programme politique ambitieux. Et quelles que soient ses faiblesses, il n'existe à ce jour aucun programme de substitution : aucun projet similaire pour aborder la mondialisation, la technologie et la myriade d'autres problèmes liés aux transformations qui s'opèrent actuellement dans nos vies sociales et économiques.

Nous pouvons convenir, comme je pense que nous le devons, que la concurrence effrénée du marché ne va pas résoudre ces problèmes et risque même de les aggraver. Nous pouvons également convenir que les modèles de gestion publique du XXe siècle sont tout aussi insatisfaisants, sans parler de leur impossible mise en œuvre sur le plan politique. À quoi ressemble donc une vision alternative de l'économie politique ? Comment le gouvernement et les marchés devraient-ils interagir dans l'économie actuelle pour générer la prospérité tout en assurant une répartition équitable des richesses et des opportunités ? Quelles sont les conditions appropriées d'un contrat social pour le XXIe siècle ? Telles sont les questions qui restent encore sans réponse.

Ce n'est pas ici le lieu pour y répondre ; je ne dispose d'ailleurs pas de l'expertise nécessaire pour le faire. Mais certaines pistes possibles se dégagent des critiques du néolibéralisme examinées ci-dessus. Pour commencer, nous devrions attendre des chercheurs et des décideurs politiques qu'ils s'appuient sur une compréhension plus factuelle, plus spécifique au contexte et donc plus réaliste des marchés et du gouvernement. La disponibilité de données plus nombreuses et de meilleure qualité peut être utilisée pour tester et affiner l'hypothèse trop générale selon laquelle les marchés devraient être notre point de départ par défaut, tandis que de bonnes analyses empiriques peuvent lancer un processus attendu depuis longtemps visant à réhabiliter le gouvernement face aux accusations exagérées et axiomatiques d'incompétence, ce qui permettrait de mieux comprendre où les solutions publiques fonctionnent bien et où elles ne fonctionnent pas.

Nous pourrions alors commencer à envisager de nouvelles alternatives au choix cornélien qui nous est actuellement imposé entre une gestion descendante par les organismes publics et une concurrence effrénée sur le marché. Nous avons à peine commencé à explorer les possibilités de partenariats public-privé, et encore moins à expérimenter d'autres formes novatrices d'interaction entre le gouvernement et le marché, principalement parce que la polarisation et la saturation néolibérale de la politique ont laissé peu de place à l'innovation dans ce domaine. Les critiques du néolibéralisme suggèrent également de revoir ce qui constitue une défaillance du marché, ainsi que de réfléchir plus largement à ce qui devrait être considéré comme des biens publics et aux types d'actions gouvernementales qui pourraient être appropriées pour stimuler leur production. Un nouveau paradigme pourrait soutenir des formes innovantes d'action gouvernementale visant à compléter, améliorer ou modifier les marchés concurrentiels en favorisant la collaboration et la coopération. À l'inverse, il est grand temps de repenser le problème de la concentration du pouvoir privé et de rétablir un rôle plus raisonnable pour les lois antitrust et antimonopole.

Aucune de ces idées, prise isolément, n'est inédite ou révolutionnaire. Mais prises ensemble, d'une manière qui reste encore à définir, elles pourraient, cumulativement, constituer les prémices d'un nouveau paradigme, plus à même de répondre aux problèmes économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés au XXI^e siècle. Comme indiqué ci-dessus, les nouveaux paradigmes sont invariablement façonnés à partir de ceux qui les ont précédés. Mais une fois articulés – et une grande partie du défi consistera à combiner ces éléments dans un récit à la fois compréhensible et convaincant –, ils prennent vie. Nous ne pouvons pas dire où mènera un tel voyage, mais seulement qu'il est nécessaire de s'y engager.

La construction d'un cadre macroéconomique alternatif et d'un programme d'accompagnement ne sera ni facile ni rapide. Les participants à Mont Pèlerin ne sont pas venus avec des plans entièrement élaborés. Ils ont passé des années à affiner leurs idées, sans jamais parvenir à un accord complet. Ils s'en sont toutefois suffisamment approchés pour changer le monde. Aujourd'hui, leur époque est révolue, et nous avons déjà attendu trop longtemps pour commencer à travailler à leur remplacement. Il est temps de prendre en compte les critiques et de les transformer en un programme alternatif, un programme qui ouvre la voie à une nouvelle réflexion sur la politique, qui puisse inspirer les citoyens et les électeurs, et qui offre un nouvel espace aux personnes de gauche et de droite pour à nouveau débattre de manière constructive.

Un deuxième obstacle au développement d'une nouvelle vision de l'économie politique a été le manque de réflexion commune parmi les économistes, philosophes, historiens, politologues, juristes et autres acteurs à l'origine de la critique des marchés libres. Il s'agit d'un groupe vaste et diversifié qui comprend des universitaires dispersés à travers l'Europe et les États-Unis, auxquels s'ajoutent un certain nombre d'instituts, de centres et de groupes de réflexion profondément engagés. Aux États-Unis, on peut citer notamment l'Institute for New Economic Thinking, New America, le Niskanen Center, le Roosevelt Institute, le Tobin Project et le Washington Center for Equitable Growth. Parmi les organisations européennes, on trouve la branche indépendante d'Oxford de l'Institute for New Economic Thinking, l'Institute for Public Policy Research à

Londres, Partners for a New Economy en Suisse et le CORE Project (une collaboration mondiale entre des universitaires qui s'efforcent de changer la manière dont l'économie est enseignée).

Les diverses personnes et institutions qui accomplissent ce travail se connaissent toutes ou ont entendu parler les unes des autres, mais elles ont jusqu'à présent opéré (pour reprendre une expression historique) dans un « splendide isolement ». Les conférences et les réunions ont été rares, et le groupe ne semble guère disposé à collaborer à un projet intellectuel commun, et encore moins à lancer un nouveau mouvement intellectuel. Il n'y a rien de comparable au sentiment de mission commune exprimé par les membres de la Société du Mont Pèlerin. Le résultat est un tout qui est nettement inférieur à la somme de ses parties.

V. Un rôle pour la philanthropie ?

Voici donc un rôle potentiellement significatif pour la philanthropie. Grâce à notre pouvoir de financement et de rassemblement, nous pouvons à la fois faciliter l'élaboration d'un programme positif et créer les liens nécessaires pour aider les acteurs partageant les mêmes idées à transformer diverses idées individuelles en un programme cohérent. « Changer le paradigme intellectuel dominant » semble grandiloquent. Pourtant, du point de vue du financement, c'est en fait assez simple : il s'agit d'utiliser les outils classiques de la philanthropie d'une manière qui a souvent fait ses preuves (y compris, bien sûr, le financement du néolibéralisme).

Au cours de l'année écoulée, nous avons étudié la faisabilité d'une telle entreprise. Outre nos recherches sur la montée du néolibéralisme, nous avons testé cette hypothèse lors de réunions avec des universitaires de différentes disciplines, des directeurs de centres et de groupes de réflexion, d'autres bailleurs de fonds et des professionnels de la politique. Nous avons également réuni un groupe de chercheurs et de militants pour une journée de réunion à New York. L'idée a été accueillie avec enthousiasme par tous. Nous nous attendions à rencontrer des réticences et du scepticisme, en particulier de la part des économistes et des militants — les premiers pour des raisons intellectuelles, les seconds par impatience de se concentrer sur les problèmes immédiats. Au lieu de cela, et avec étonnamment peu de résistance, tout le monde s'est accordé à dire que la question était cruciale, la tâche difficile mais réalisable, et le moment opportun.

Nous avons appris en cours de route que les efforts visant à « changer le paradigme socio-économique pour s'éloigner du néolibéralisme » ont déjà commencé en Europe.¹⁰ En 2016, l'Institute for Public Policy Research (IPPR) de Londres a lancé une commission sur la justice économique d'une durée de deux ans qui a produit un rapport sur l'avenir de l'économie britannique et lancé sept « axes de travail » de recherche. Elle a également donné naissance à une

¹⁰ Laurie Laybourn-Langton and Michael Jacobs, "Moving Beyond Neoliberalism: An Assessment of the Economic Systems Change Movement in the U.K." Friends of Provident Foundation, 2017, <http://www.friendsprovidentfoundation.org/wp-content/uploads/2017/11/Michael-Jacobs-LLL-Moving-Beyond-Neoliberalism-Report-5-Oct-2017.pdf>.

initiative de plaidoyer indépendante (« Moving Beyond Neoliberalism »), soutenue par la Friends Provident Foundation, qui a déjà publié une évaluation stratégique, accompagnée d'un index des organisations et groupes concernés. Michael Jacobs, de l'IPPR, rapporte que des initiatives similaires commencent à voir le jour en Allemagne (à l'Institut de Kiel) et en France (à l'Institut du développement durable et des relations internationales). Une grande partie de ce travail est soutenue par Partners for a New Economy, un fonds européen collaboratif regroupant les fondations MAVA, Oak, Marisla et KR qui cherche à « changer le fonctionnement de l'économie ». Parallèlement, le nouveau programme d'études économiques développé par le projet CORE (mentionné ci-dessus) a suscité un vif intérêt et a été largement adopté par les universités européennes. Tous les Européens s'accordent à dire que leur initiative doit être transatlantique et qu'il sera essentiel de trouver des partenaires aux États-Unis pour garantir son succès. Il en sera de même, à terme, pour la recherche de partenaires en Afrique du Sud, en Inde, en Chine, au Japon et en Amérique latine.

Au départ, les universitaires et les organisations de la société civile américains semblaient se concentrer sur la promotion d'idées politiques progressistes dans le cadre du paradigme actuel du libre marché, plutôt que de remettre en cause ce paradigme lui-même. Cependant, lorsqu'on les a poussés à revoir leurs aspirations à la hausse, ils n'ont pas hésité. Tout en restant intéressés par des réformes immédiates, ils reconnaissent l'importance potentielle de faire place à des modèles politiques nouveaux et différents, et sont impatients d'y participer.

Malgré ces signes positifs, nous ne devons pas sous-estimer les difficultés et les risques encourus. Il est déjà difficile de changer les paradigmes intellectuels dans le milieu universitaire ; il est encore plus difficile de transposer ces idées dans les cercles politiques et dans l'arène publique au sens large. De plus, nous ne disposons pas des intérêts puissants et du poids politique et financier qui ont soutenu les néolibéraux dès le début. Nous ne devons pas nous engager dans cette voie sans reconnaître que l'effort pourrait prendre des années, voire des décennies, qu'il ne progressera pas de manière linéaire, qu'il pourrait connaître des périodes de stagnation ou de recul et qu'il sera, au mieux, difficile à mesurer et à évaluer. Pourtant, quelle autre institution que la philanthropie peut-on espérer voir tenter l'expérience ? En fin de compte, ce sont précisément les risques et les difficultés que notre statut indépendant et doté de fonds nous permet, en théorie, de tolérer de manière unique. Et si le risque d'échec est élevé, les gains en cas de réussite sont bien plus importants.

Bien sûr, nous avons encore besoin d'un plan d'action. Le succès des défenseurs du marché dans les années d'après-guerre montre qu'il est possible de changer un paradigme intellectuel, mais ne fournit pas de modèle pour y parvenir. Une citation souvent attribuée à Mark Twain me vient à l'esprit : « L'histoire ne se répète pas, mais elle rime souvent. »¹¹ Nous ne pouvons pas utiliser les mêmes stratégies et tactiques qui ont fonctionné pour les bailleurs de fonds dans les années 1950 et 1960. Comme le fait remarquer Steven Teles dans son ouvrage réfléchi sur la montée du

¹¹ Il est désormais généralement admis que Twain n'a jamais prononcé ces mots, bien que personne n'ait réussi à retrouver l'auteur de cette citation.

mouvement juridique conservateur, « l'erreur la plus grave que pourraient commettre ceux qui cherchent à tirer des leçons des conservateurs juridiques serait de créer des copies conformes de l'appareil organisationnel des conservateurs, en imitant plutôt qu'en apprenant. »¹²

Considérons quelques différences entre la transmission des idées aujourd'hui et celle à l'époque de Hayek et Friedman : le monde universitaire est beaucoup plus vaste, spécialisé et hétérogène, tandis que la confiance du public dans ce qu'il produit a diminué. Le nombre de revues et de supports de publication a augmenté de manière exponentielle. Nos médias sont fragmentés et politisés, et les normes d'évaluation de l'exactitude des faits — sans parler de la qualité intellectuelle — se sont érodées. Les idées et les arguments sont de plus en plus diffusés par le biais d'Internet, qui confie le choix de ce que nous voyons à des réseaux sociaux non modérés, guidés par des algorithmes conçus pour maximiser les revenus publicitaires. Le bruit qu'il faut surmonter pour se faire entendre aujourd'hui est pratiquement assourdissant.¹³

Il y a certainement lieu d'être prudent et de reconnaître que la tâche qui nous attend est différente et plus difficile qu'auparavant. Mais les idées ont toujours leur importance, et les efforts de persuasion ne sont certainement pas vains. Le défi est peut-être redoutable, mais les conditions pour le relever sont favorables. Les bouleversements et les fluctuations de notre vie politique offrent d'importantes possibilités de changement, mais seulement si nous améliorons l'élaboration et la coordination de nos réponses. Il est peut-être trop tôt, sans travail supplémentaire, pour décider si une initiative formelle d'une quelconque nature est justifiée, mais nous pensons qu'il vaut la peine d'investir du temps et de l'argent pour le découvrir.

À cette fin, nous demandons 10 millions de dollars pour des projets spéciaux provenant de nos fonds non affectés de 2018, à dépenser sur deux ans. Nous utiliserons ces fonds pour évaluer les opportunités, identifier les bénéficiaires potentiels, les cofinanciers et autres partenaires, et tester la faisabilité d'aller de l'avant. Si quelque chose de plus important se justifie, nous reviendrons devant le conseil d'administration en 2020 avec une stratégie proposée et une demande de financement à plus long terme.

* * *

Les auteurs universitaires décrivent souvent comment, lorsqu'ils écrivent, leur humeur oscille de manière prévisible entre l'exaltation de réaliser le travail le plus important depuis Aristote et la dépression lorsqu'ils se rendent compte que rien de ce qu'ils ont à dire n'est vraiment intéressant ou original. La préparation de cette note nous a un peu donné cette impression ; nous avons oscillé entre l'excitation à l'idée de pouvoir réussir et changer le monde, et la gêne face à l'exagération et à la pomposité que cela pouvait avoir. La vérité se situe probablement quelque

¹² Steven M. Teles, *The Rise of the Conservative Legal Movement: The Battle for Control of the Law* (Princeton: Princeton University Press, 2012): 277.

¹³ See Daniel W. Drezner, *The Ideas Industry: How Pessimists, Partisans, and Plutocrats are Transforming the Marketplace of Ideas* (Oxford: Oxford University Press, 2017).

part entre les deux (comme c'est souvent le cas dans la plupart des écrits universitaires). Même cela constituerait une contribution importante, mais nous devons envisager les possibilités d'avoir un impact plus significatif. Pas seuls, ni rapidement, mais avec un travail patient et réfléchi, au fil du temps. Comme le souligne Steve Teles dans le dernier passage de son livre :

À tout moment, les contraintes d'un régime existant peuvent sembler écrasantes et inéluctables, frustrant la capacité des individus à créer un changement significatif dans le monde. Cependant, les contraintes et les structures d'une période donnée sont souvent le fruit des actions politiques de la génération précédente. À court terme, la politique est en effet un monde de contraintes, mais pour ceux qui sont prêts à attendre des effets qui ne se manifesteront peut-être pas avant des décennies, le monde regorge d'opportunités.¹⁴

Traduction par Gilles Beauchamp, 18 décembre 2025

¹⁴ Steven Teles, *The Rise of the Conservative Legal Movement*, 280-81.